



HAL
open science

Bolivie : le retour du Mouvement vers le socialisme

Sebastian Urioste Guglielmono

► **To cite this version:**

Sebastian Urioste Guglielmono. Bolivie : le retour du Mouvement vers le socialisme. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2021, pp.64 - 68. hal-03384830

HAL Id: hal-03384830

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03384830>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bolivie : le retour du Mouvement vers le socialisme

par Sebastián Urioste

L'annulation de l'élection présidentielle de 2019 a clos une crise politique et sociale qui a entraîné la Bolivie au bord de la guerre civile. Une année de campagne s'ouvrait à nouveau, marquée par l'épidémie de Covid-19. A son issue, le Mouvement vers le socialisme (MAS) est revenu triomphalement au pouvoir, cette fois sans la candidature d'Evo Morales.

Antécédents

Ignorant le référendum de 2016, à l'issue duquel 51,3 % des électeurs s'étaient prononcés contre une modification de la Constitution qui devait lui permettre de briguer un mandat pour la quatrième fois consécutive, le président Evo Morales a présenté sa candidature à l'élection d'octobre 2019¹. Selon les résultats publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), il l'a emporté au premier tour, mais avec le plus faible nombre de voix jamais obtenu depuis son arrivée au pouvoir² (voir tableau 5 ci-dessous).

Dénonçant une élection frauduleuse, les différentes composantes de l'opposition se sont mobilisées dans les rues. Confortées par le rapport de l'Organisation des Etats américains (OEA), les franges les plus radicales ont fini par appeler au départ d'Evo Morales. Invitée par le gouvernement à évaluer les résultats du premier tour, l'OEA a déclaré en effet ne pas pouvoir valider l'élection compte tenu des « irrégularités » constatées³. Lâché par l'armée et abandonné par une partie de ses alliés qui l'incitaient également à renoncer à ses fonctions, le président a annoncé sa démission à la télévision, le 11 novembre 2019⁴. Le vice-président de la République et la présidente du Sénat l'ont imité. Quelques jours auparavant, la police nationale était entrée en mutinerie et le président de la Chambre basse avait été forcé de démissionner.

Le « vide du pouvoir »⁵ qui en a résulté a conduit Jeanine Añez, deuxième vice-présidente du Sénat, à assumer, le 12 novembre, la présidence de la Chambre haute puis la présidence par

¹ Le groupe parlementaire du MAS a saisi le Tribunal constitutionnel plurinational qui, interprétant la Convention américaine des droits de l'homme, a déclaré que le président pouvait être habilité à se représenter indéfiniment. Sur cette base, le TSE a autorisé la candidature du président sortant. L'impartialité et la probité de cette institution sont devenues des sujets de controverses et des angles d'attaque de l'opposition.

² Selon la loi électorale du 30 juin 2010, pour être élu dès le premier tour, il faut soit avoir la majorité absolue, soit franchir le cap des 40 % des suffrages et avoir au moins dix points d'avance sur le candidat arrivé en deuxième position.

³ OEA, « Comunicado del grupo de auditores proceso electoral en Bolivia », 10 novembre 2019, www.oas.org/documents/spa/press/Informe-Auditoria-Bolivia-2019.pdf. Le 4 décembre 2019, l'OEA a ratifié et élargi ses conclusions, affirmant qu'il y avait « des opérations malveillantes visant à altérer la volonté exprimée lors des scrutins » (www.oas.org/es/sap/deco/Informe-Bolivia-2019/, p. 8). Une série de contre-rapports élaborés par des *think tanks* ou des enseignants-chercheurs ont remis en cause une partie ou la totalité du rapport final de l'OEA. Voir W. Mebane, « Evidence against fraudulent votes being decisive in the Bolivia 2019 election », Opalc, 2020, www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/wmebane_Bolivia2019.pdf

⁴ S. Urioste, « Bolivie : fin de cycle », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 245-246, janvier 2020, pp. 73-77.

⁵ Amnesty International, « Para sanar la pandemia de la impunidad », 2020, p. 7, www.amnesty.org/download/Documents/AMR1828712020SPANISH.PDF

intérim du pays. Pour ce faire, cette parlementaire d'un parti conservateur minoritaire a eu recours à une jurisprudence constitutionnelle de 2001 sur l'inutilité d'une loi ou d'une résolution du Congrès concernant la succession présidentielle en cas de vacance occasionnée par le chef de l'Etat. Elle a aussi convoqué les articles de la Constitution relatifs à la succession présidentielle. Dans un communiqué émis le même jour, ladite jurisprudence a été considérée comme pertinente par le Tribunal constitutionnel plurinational face au « vide d'autorité » que vivait le pays⁶.

Déclenchées dès la démission du président, les mobilisations dénonçant les attaques à la wiphala⁷, puis rejetant le nouveau gouvernement, se sont multipliées, tandis que les forces armées engagées dans des opérations de maintien de l'ordre étaient exemptées par décret de poursuites pénales « en cas de légitime défense et d'état de nécessité »⁸. Un rapport préliminaire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a fait état de trente-six morts parmi les manifestants opposés au gouvernement de Jeanine Añez, et a qualifié les interventions de la police et de l'armée de « massacres »⁹.

Dans le but de « pacifier » le pays, le 25 novembre 2019, le MAS a accordé les deux tiers des votes qu'il contrôlait toujours au Parlement afin que soit adoptée, à l'unanimité, une loi annulant l'élection du 20 octobre, recomposant le TSE (ainsi que des tribunaux électoraux départementaux) et convoquant un nouveau scrutin en 2020. Malgré les accusations de fraude, le MAS était autorisé à y prendre part mais, pour la première fois depuis dix-huit ans, Evo Morales ne participerait pas à la campagne présidentielle. Le 20 janvier 2020, le même Parlement a voté une loi destinée à « prolonger exceptionnellement le mandat constitutionnel de la présidente de l'Etat plurinational, des membres de l'Assemblée législative plurinationale et des autorités élues des entités territoriales autonomes, afin de rétablir la normalité constitutionnelle »¹⁰. Le lendemain, l'Assemblée législative a accepté la lettre de démission d'Evo Morales¹¹.

Le gouvernement de Jeanine Añez

Une des explications du retour au pouvoir du MAS en 2020 réside dans la nature et l'évolution du gouvernement de Jeanine Añez. Si celui-ci s'est présenté initialement comme le garant de la nouvelle élection, ses objectifs ont rapidement évolué alors qu'il n'avait pas été élu et qu'il était dépourvu d'une majorité au Parlement. Sur le plan international, la Bolivie s'est brusquement détournée du processus d'intégration régionale qui avait été dynamisé par le virage à gauche

⁶ « La sucesión presidencial es respaldada por el Tribunal Constitucional », *Brujula Digital*, 12 novembre 2019, <https://brujuladigital.net/politica/la-sucesion-presidencial-es-respaldada-por-el-tribunal-constitucional>

⁷ Emblème des peuples indigènes boliviens, la wiphala est le « symbole » de l'Etat dans la Constitution de 2009 (art. 6). D. Gonzalez, « ¿ Qué es la wiphala, símbolo indígena en Bolivia ? », *France24*, 14 novembre 2019.

⁸ J. Añez, Décret suprême n° 4078 du 14 novembre 2019, <https://bolivia.infoleyes.com/norma/7201/decreto-supremo-4078>

⁹ OAS, « CIDH presenta sus observaciones preliminares tras su visita a Bolivia, y urge una investigación internacional para las graves violaciones de derechos humanos ocurridas en el marco del proceso electoral desde octubre de 2019 », 10 décembre 2019, www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2019/321.asp

¹⁰ J. Añez, Loi n° 1270 du 20 janvier 2020, <https://bolivia.infoleyes.com/norma/7233/ley-1270>

¹¹ J. R. Alanoca Paco, « En bochonsa sesión legisladores aprueban las renunciaciones de Evo Morales y Álvaro García Linera », *El Deber*, 21 janvier 2020.

sudaméricain au début du XXI^e siècle, en rompant ses relations diplomatiques avec le gouvernement de Nicolás Maduro et en se retirant de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba) et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Dans ce même élan, elle a rétabli ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et a reçu en contrepartie le soutien explicite de Donald Trump¹². S'alignant sur la politique extérieure américaine, elle a rejoint le Groupe de Lima et reconnu Juan Guaidó comme président du Venezuela. Ces décisions ont semblé donner raison à ceux qui, en Bolivie comme au niveau international, estimaient que l'autoproclamation comme présidente de Jeanine Añez s'apparentait à un coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis. D'autant que le gouvernement de transition s'est empressé de mobiliser le pouvoir judiciaire afin d'initier poursuites et arrestations à l'encontre des autorités ou des personnes assimilées au MAS, accusées de fraude, d'abus de ressources publiques, voire de sédition et de terrorisme. Ces deux chefs d'accusation ont été retenus contre Evo Morales, réfugié en Argentine.

Considéré comme un « bloc » social et institutionnel mu par un désir de revanche et foncièrement raciste¹³, le gouvernement de transition a commencé à être désavoué par une large partie de l'opinion publique lorsqu'en janvier 2020, Jeanine Añez a annoncé sa candidature à l'élection prévue au mois de mai¹⁴, confirmant le revirement des objectifs de son mandat. Dès lors, son gouvernement se présentait moins comme une instance de transition et davantage comme une alternative au « *proceso de cambio* »¹⁵. Les blâmes, cette fois, sont également venus des deux autres principaux candidats anti-MAS. Carlos Mesa (arrivé en deuxième position à l'élection d'octobre 2019) et Luis Fernando Camacho (qui avait éclipsé Mesa dans les mobilisations postélectorales) ont accusé Jeanine Añez de rompre ses engagements et de retomber dans le travers des président.e.s qui utilisent l'appareil d'Etat pour se perpétuer au pouvoir.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la crise de la Covid-19. Dans le sillage de la plupart de ses homologues latino-américains, le gouvernement a eu recours au confinement obligatoire et à des transferts sociaux exceptionnels. Cependant, l'état d'urgence sanitaire¹⁶ imposé a été particulièrement restrictif quant aux libertés publiques¹⁷. Après avoir lui-même remis en cause son caractère transitoire, le gouvernement de Añez s'est installé dans la gestion de crise sanitaire, tout en étant empêtré dans des scandales de corruption¹⁸ et une instabilité

¹² « Trump respalda a Añez y denuncia que hay una violencia en curso en contra de Bolivia », *Urgente*, 17 décembre 2019.

¹³ F. Molina, « Bolivia : un nuevo bloque de poder », *Nueva Sociedad*, janvier 2020.

¹⁴ Dans un sondage élaboré par l'entreprise CiesMori, 65 % des personnes interrogées n'approuvaient pas la candidature de la présidente, soit deux points de plus que celles qui réprobaient la candidature d'Evo Morales à un mandat de sénateur. P. Ortiz, « La huella del 21-F marcó el camino para el cambio de la política boliviana », *El Deber*, 21 février 2020.

¹⁵ Le *proceso de cambio* (processus de changement) est le nom donné aux trois mandats présidentiels successifs d'Evo Morales entre le 22 janvier 2006 et le 25 janvier 2020.

¹⁶ J. Añez, Décret n° 4146 du 16 mars 2020, <https://bolivia.infoleyes.com/norma/7266/decreto-supremo-4196>

¹⁷ Un décret complémentaire a stipulé que les personnes qui inciteraient au non-respect des règles de quarantaine en vigueur, qui diffuseraient de la désinformation ou qui créeraient « une incertitude dans la population » seraient passibles de poursuites pénales pour « crimes contre la santé publique » (art. 7). J. Añez, Décret n° 4199 du 21 mars 2020, <https://bolivia.infoleyes.com/norma/7269/decreto-supremo-4199>

¹⁸ En mai 2020, le ministre de la Santé a été arrêté par la police pour l'achat de respirateurs à un prix excessif. « Arrestan y echan al ministro de Salud boliviano por presuntos sobrepuestos en respiradores », *Telam*, 25 mai 2020.

gouvernementale¹⁹. Décrédibilisé, le pouvoir exécutif a progressivement perdu sa capacité à négocier avec le Parlement, à tel point que ce dernier a refusé d'approuver un crédit demandé au Fonds monétaire international pour financer la réponse à l'épidémie²⁰. L'« effondrement » du système de santé²¹ et la crise économique²² concomitante à la diffusion du virus qui, comme dans le reste de l'Amérique latine, a touché de plein fouet les travailleurs du secteur informel, ont fini par être imputés à Jeanine Añez. En août, le troisième report du scrutin, motivé par la persistance du virus, a été interprété par ses détracteurs comme une manœuvre destinée à prolonger son mandat. Il a provoqué des mobilisations d'une ampleur telle que le MAS lui-même n'a guère pu les encadrer²³.

La victoire du MAS

Seul parti politique disposant de partisans et de relais dans tout le pays, le MAS s'est réorganisé malgré de nombreux conflits entre les cadres restés en Bolivie et Evo Morales. Il a rapidement lancé sa campagne et s'est réuni autour d'un binôme présidentiel destiné à attirer un vote rural attaché à des marqueurs indigènes, avec comme candidat à la vice-présidence l'ancien ministre des Affaires étrangères, David Choquehuanca. Et en désignant comme candidat à la présidence Luis Arce, ancien ministre de l'Économie associé aux années fastes du « proceso », l'objectif était aussi de rassurer les classes moyennes. La stratégie de campagne s'est axée sur des messages promettant un retour à la stabilité et à la prospérité que le pays avait connues sous le gouvernement d'Evo Morales, tout en prenant soin de se distancier de ce dernier. De fait, une autocritique publique s'est esquissée, notamment de la part de Choquehuanca qui n'a pas hésité à qualifier d'« erreur » le fait d'être passé outre les résultats du référendum de 2016. Il a aussi reconnu que la dernière période du gouvernement Morales avait été affectée par la « corruption » et la « bureaucratie »²⁴.

En revanche, les six candidats présidentiels opposés au MAS ont été incapables de s'allier et ont été trompés par leur lecture des sondages qui, depuis le mois de février, attribuaient au MAS un tiers des intentions de vote. D'après leurs calculs, ce socle « dur » de votants devait placer le binôme Arce-Choquehuanca en première position au premier tour mais s'avérer insuffisant pour l'emporter au second. Ils en ont conclu que près de deux tiers des électeurs partageaient une méfiance, voire une aversion pour le MAS et se sont donc employés à le pourfendre et à effrayer l'électorat avec les conséquences de son éventuel retour. Selon leurs estimations, le candidat arrivé en deuxième position au premier tour devait bénéficier d'un « vote utile » contre le MAS. Cependant, au fur et à mesure que s'approchait le jour de l'élection,

¹⁹ Au cours de son mandat, la présidente a effectué dix-huit changements de ministres. Voir : « 18 cambios de ministros en 11 meses », *Opinión*, 29 septembre 2020.

²⁰ « Bolivia decreta estado de "calamidad pública" por coronavirus », *El Clarín*, 27 juillet 2020.

²¹ « La presidenta Añez contagiada, récord de casos y hospitales en emergencia en Bolivia », *Telam*, 9 juillet 2020.

²² « Bolivia flexibiliza la cuarentena para evitar una situación de "coronahambre" », *Telam*, 28 août 2020.

²³ « Evo insta a movilizados a considerar el Acta de entendimiento que ratifica elecciones para el 18 de octubre », *ANF*, 10 août 2020.

²⁴ « Choquehuanca : "Insistir en reelección a pesar de que hubo un referéndum ha sido un error" », *Opinión*, 13 octobre 2020.

cette certitude s'est évaporée, ce qui a conduit au retrait de certaines candidatures, notamment celle de la présidente, au plus bas dans les sondages, afin que se dégage un candidat d'unité.

Le 18 octobre 2020, les premiers résultats non officiels, bientôt confirmés par le TSE, ont donné une très large victoire au MAS dès le premier tour. Avec 55,11 % des votes et une différence de 26,28 points avec Carlos Mesa, Luis Arce a été élu président avec des résultats similaires à ceux obtenus par Evo Morales en 2005 (mais nettement meilleurs que ceux de 2019). Un des premiers constats établis est que même unie, l'opposition au MAS n'aurait pu l'emporter au second tour. La déception et l'hostilité suscitées par le gouvernement de Jeanine Añez semblent avoir conforté les électeurs qui s'étaient détournés d'Evo Morales en raison de sa volonté inflexible de se représenter mais se sentaient encore proches, voire adhéraient toujours au programme et aux promesses passées et futures du *proceso de cambio*.

Tableau 5
Elections présidentielles en Bolivie

Année	Résultats du MAS au premier tour	Résultats du parti politique arrivé en deuxième position	Ecart entre les deux premiers partis (points)
2005	53,74 %	28,59 %	25,15
2009	64,2 %	26,5 %	37,7
2014	61,36 %	24,23 %	37,13
2019	47,08 %	36,51 %	10,57
2020	55,11 %	28,83 %	26,28

Source : Tribunal suprême électoral

Pour citer ce chapitre : Sebastián Urioste, « Bolivie : le retour du Mouvement vers le socialisme », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 252-253, janvier 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].